

Commission baleinière internationale - Budget 2025/2026 et proposition de budget provisoire 2027/2028

Préparé par le sous-comité budgétaire - juillet 2024

La Commission est invitée à :

- **Notez** que le budget proposé a été élaboré conformément aux principes de la stratégie de réforme budgétaire adoptée lors de la CBI68.
- **Accepter** le budget proposé pour 2025/2026, qui nécessite une augmentation des contributions financières des gouvernements contractants de 5 % en 2025 et de 5 % supplémentaires en 2026 (annexe 1). **Notez** que ce budget comprend de nouveaux postes prioritaires critiques (annexe 2).
- **Notez** les "besoins et éléments exceptionnels" prioritaires restants qui ne sont pas inclus dans la proposition de budget de base (annexe 3).
- **Accepter en principe** le budget prévisionnel pour 2027/2028, qui prévoit des augmentations de 5 % en 2027 et de 5 % en 2028 (annexe 4). Ce budget sera revu et ajusté avant d'être présenté à la Commission pour accord lors de la CBI 70.
- **Noter** les incertitudes persistantes concernant la vente de la Maison Rouge et **convenir** que les réserves du Fonds général devraient être utilisées pour couvrir le manque à gagner si la Maison Rouge n'est pas vendue avant 2025.
- **Accepter** que les réserves du Fonds général soient utilisées pour financer deux éléments ponctuels : s'assurer que la Commission est conforme aux réglementations du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et financer l'écart dans les coûts d'hébergement de l'IWC69.

Introduction

Situation budgétaire après la CBI68

Lors de la CBI68 en 2022, la Commission a convenu d'un budget équilibré (BSC/68/5.3/01/REV2) qui impliquait une combinaison d'augmentations des cotisations des membres et de réductions des dépenses. La réduction des dépenses s'est traduite par des modifications des conditions d'emploi du personnel du secrétariat, par le passage à des réunions bisannuelles du comité scientifique à partir de 2025 et par la tenue de réunions virtuelles du comité et des sous-comités avant les réunions de la Commission.

Lors de la CBI68, la Commission a également adopté une stratégie de réforme budgétaire qui a été intégrée dans le règlement financier de la Commission (FA/68/4.1.2/01/REV1). La stratégie comprend une série de principes destinés à guider l'élaboration des budgets de la Commission. Le budget 2025-2026 et le budget provisoire 2027-2028 présentés dans ce document ont été élaborés sur la base de ces principes :

- **Budgets équilibrés** : La Commission a accepté de ne prendre en considération que les budgets équilibrés (alignement des recettes sur les dépenses).
- **Budgétisation en base zéro** : La Commission a adopté une approche de budgétisation en base zéro, ce qui signifie que les budgets seront construits à partir de zéro à chaque exercice biennal sur la base des besoins réels plutôt que d'être reconduits par défaut.
- **Planification du budget sur quatre ans** : La Commission a décidé de planifier son budget sur quatre ans au lieu de deux. Un budget biennal sera adopté à chaque réunion, ainsi qu'un budget provisoire pour l'exercice suivant, qui sera revu et ajusté si nécessaire avant d'entrer en vigueur.

Avant la CBI68, les réserves du Fonds général de la Commission avaient été épuisées en raison de l'adoption systématique de budgets déficitaires et de retards dans le paiement des redevances. L'accord sur le budget équilibré conclu lors de la CBI68 a permis de combler le déficit existant et des contributions volontaires (du Royaume-Uni et de l'Australie) ont été versées au fonds général. Cela signifie que les finances de la Commission sont plus saines et que les réserves de liquidités sont suffisantes pour couvrir les frais de fonctionnement courants dans un avenir prévisible, ainsi que certains frais d'urgence ponctuels.

Contributions des membres

Les contributions de chaque gouvernement contractant sont calculées en fonction de trois facteurs : la capacité de paiement du pays (définie par le revenu national brut et le revenu national brut par habitant), la taille de la délégation du pays lors de la dernière réunion de la Commission et l'activité de chasse à la baleine. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante : <https://iwc.int/commission/iwcfunding/calculating-financial-contributions>

Bien que le budget proposé établisse le total des contributions financières qui seront requises, il n'est pas possible de déterminer exactement ce que chaque gouvernement contractant devra payer. En effet, les seuils du revenu national brut sont ajustés chaque année pour tenir compte de l'inflation mondiale. La répartition des gouvernements individuels dans les quatre groupes de capacité de paiement est également mise à jour à l'aide des données de la Banque mondiale. Il est donc fréquent que les pays passent d'un groupe de capacité de paiement à l'autre. La taille de la délégation d'un pays peut également changer à chaque réunion de la Commission.

Chaque année civile, le Secrétariat applique la formule de contribution financière convenue à tous les

gouvernements contractants conformément au budget convenu et facture les gouvernements contractants en conséquence.

Statut des contributions des membres

Il est essentiel que les gouvernements contractants versent leurs contributions financières à temps pour que la Commission puisse fonctionner et s'acquitter de ses obligations à leur échéance. Le non-paiement et les retards de paiement des contributions financières mettent en péril la capacité de fonctionnement de la Commission.

À partir de juin 2024 :

- Pour les contributions financières de 2023, la Commission a reçu 52 paiements (59% des membres). La date d'échéance des factures pour 2023 est fixée au 30 juin 2023.
- Pour les contributions financières de 2024, la Commission a reçu 27 paiements (31% des membres). La date d'échéance pour les factures 2024 était le 30 juin 2024.
- Le solde des arriérés s'élève à près de 698 000 livres sterling pour sept ans (2017-2023), ce qui représente environ 41 % du budget annuel des contributions de la Commission

Vente du siège du Secrétariat

L'incertitude entourant la vente du siège du Secrétariat de la Commission, la Maison Rouge, représente un défi supplémentaire pour le budget. La proposition de budget actuelle suppose que la Maison rouge sera vendue avant 2025 pour un montant d'environ 1,25 million de livres sterling. La Maison rouge est détenue en pleine propriété, sans hypothèque. Une fois vendue, la Maison rouge générerait un revenu supplémentaire pour la Commission d'environ 37 500 £ par an en conservant la somme de 1,25 million de livres sur un compte bancaire à taux d'intérêt élevé (qui génère environ 3 % d'intérêts par an).

La Maison Rouge n'étant plus adaptée comme espace de bureau, le Secrétariat a déménagé en mai 2024 dans un espace de bureau loué qui coûtera £90,698 en loyer et environ £38,185 pour les frais de service en 2025, avec des augmentations inflationnistes probables dans les années à venir. Les coûts de location des bureaux sont partiellement compensés par une contribution volontaire annuelle de 70 000 £ du gouvernement britannique.

Si la Red House n'est pas vendue avant 2025, la Commission ne recevra pas les 37 500 livres sterling par an de revenus supplémentaires provenant des intérêts sur le solde de trésorerie de 1,25 million de livres sterling. Cela signifie que le budget serait déficitaire de 37 500 £ par an. Pour éviter d'augmenter les frais pour les gouvernements contractants dans cette situation, nous proposons de maintenir l'équilibre du budget en puisant dans les réserves du Fonds général pour couvrir le manque à gagner jusqu'à ce que la Maison rouge soit vendue. Les réserves du Fonds général sont suffisantes pour couvrir le maximum de 75 000 £ sur la période biennale (37 500 £ par an) si nécessaire. Cette décision sera réexaminée lors de la CBI 70 en 2026 si la Red House n'a pas été vendue d'ici là.

Propositions budgétaires

Proposition de budget pour 2025/2026

Le budget proposé pour la période 2025/2026 (annexe 1) a été élaboré conformément aux principes convenus dans la stratégie de réforme budgétaire. Il s'agit d'un budget équilibré dans lequel les recettes s'alignent sur les dépenses proposées et qui a été établi à partir de zéro sur la base des besoins réels plutôt que d'être reconduit par défaut. Le budget intègre les mesures d'économie convenues lors de la CBI68, par exemple le passage à des réunions bisannuelles du comité scientifique.

L'annexe 1 présente un budget de référence qui inclut des postes actuellement payés et comptabilisés dans les budgets des années précédentes, notamment

- Rémunération du personnel du secrétariat
- Remise en vigueur de l'assurance médicale privée¹
- Coûts des réunions de la Commission et du comité scientifique
- Les projets de recherche les plus prioritaires du comité scientifique (annexe 5 - calendrier des projets proposés pour 2025/2026)

Pour tenir compte des pressions inflationnistes habituelles sur les coûts de fonctionnement, toutes les lignes de dépenses ont été augmentées de 2 % par an pour tenir compte de l'inflation, à l'exception des budgets des réunions et des voyages qui ont été augmentés de 10 % pour tenir compte des augmentations significatives des coûts d'organisation des réunions et des voyages depuis la pandémie de grippe aviaire de 19 ans. Ces pressions inflationnistes nécessiteront à elles seules une augmentation des cotisations des membres. Le budget prévoit également la location de nouveaux bureaux pour le secrétariat.

Le budget intègre également de nouvelles priorités critiques identifiées par le Secrétariat et le Bureau. Ces postes sont considérés comme essentiels pour que la Commission puisse s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du traité (les analyses de rentabilité de ces trois priorités critiques figurent à l'annexe 2). Il s'agit des éléments suivants

- Augmentation de la capacité statistique
- Fonds supplémentaires pour financer les déplacements du secrétariat
- Mise à jour de la base de données numérique et des archives électroniques pour les données de la Commission.

Le sous-comité budgétaire a élaboré cette proposition de budget dans le but de répartir les augmentations des contributions financières des gouvernements contractants de manière égale sur l'ensemble de l'exercice biennal. Pour ce faire, nous avons ajusté les dépenses pour les réunions de la Commission et du Comité scientifique sur l'ensemble de la période biennale afin d'équilibrer les augmentations des contributions financières requises sur les deux années.

Le budget propose des dépenses totales de 2 224 356 £ en 2025 et de 2 420 667 £ en 2026. Après prise en compte des autres recettes, ce niveau de dépenses nécessite des contributions financières totales des Gouvernements contractants de 1 851 089 £ en 2025 et de 1 990 415 £ en 2026 afin d'équilibrer le budget.

Cela nécessite une augmentation des cotisations de 5 % en 2025 (par rapport au budget 2024²) et de 5 % supplémentaires en 2026 (par rapport au budget 2025).

¹ La fourniture d'une assurance médicale est un droit à long terme accordé par le Secrétariat à son personnel. Toutefois, en raison de pressions financières temporaires dans le budget biennal 2023/2024, cette dépense a été supprimée lors de la CBI68.

² Les contributions financières du Gouvernement contractant en 2024 s'élèvent à 1 722 034 £.

Budget prévisionnel pour 2027/2028

La Commission ayant convenu de planifier son budget sur quatre ans, un budget prévisionnel pour l'exercice 2027/2028 a été élaboré selon la même approche que le budget 2025/2026.

Le budget provisoire (annexe 4) propose des dépenses et des recettes de £2 435 034 en 2027 et de £2 528 001 en 2028. Après prise en compte des autres recettes, ces dépenses nécessiteraient des contributions financières totales des Gouvernements contractants de £2 030 799 (augmentation de 5 %) en 2027 et de £2 070 765 (augmentation de 5 %) en 2028. Ce budget a été établi selon la même approche que le budget 2025/2026 et suppose que les coûts augmenteront généralement en raison de l'inflation.

Le sous-comité budgétaire examinera et ajustera le budget provisoire 2027/2028 si nécessaire avant qu'il ne soit présenté à la Commission pour accord lors de la CBI 70 en 2026.

Autres "besoins et éléments exceptionnels"

Lors de l'élaboration de la proposition de budget, plusieurs "besoins et éléments exceptionnels" supplémentaires ont été examinés en vue d'une éventuelle inclusion dans la proposition de budget. Après discussion avec l'équipe de gestion du Secrétariat, les présidents des comités scientifiques et le sous-comité budgétaire, il a été décidé de ne pas les inclure dans la proposition de budget car ils étaient moins prioritaires et/ou pouvaient être financés par d'autres moyens. L'annexe 3 comprend une liste de ces éléments.

La Commission est invitée à noter que ces éléments ne seront pas financés par le budget proposé pour 2025/2026. Le sous-comité budgétaire réexaminera ces besoins pour le budget 2027/2028.

Autres éléments à financer par les réserves du Fonds général

Le sous-comité budgétaire a examiné d'autres besoins ponctuels urgents au cours de l'exercice biennal, qu'il est proposé de financer en puisant dans les réserves du Fonds général plutôt qu'en augmentant les contributions financières des gouvernements contractants. Les réserves du Fonds général sont suffisantes pour couvrir ces coûts ponctuels tout en maintenant les réserves à un niveau permettant de couvrir les coûts de fonctionnement de la Commission à l'avenir.

- **Travail de mise en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD) (10 000 £).** La Commission est tenue de se conformer aux lois du Royaume-Uni relatives au GDPR. Un audit GDPR a été réalisé en 2023 et la Commission a obtenu une note de 3,5/10. Ces 10 000 livres sterling permettraient au Secrétariat de solliciter une assistance juridique pour s'assurer que la Commission est conforme à ces réglementations.
- **Coûts supplémentaires de la réunion de la CBI69 (35 000 £).** Les coûts de la CBI69 ont été plus élevés que prévu lors de la visite initiale du site, principalement en raison de la journée supplémentaire avant la plénière pour la réunion du sous-comité sur la chasse à la baleine de subsistance autochtone (ASW) et la réunion des commissaires privés. Le coût de la réunion ASW est couvert par le Fonds volontaire ASW, mais il reste un déficit de 35 000 livres sterling dû au fait que les réunions supplémentaires sont facturées au tarif d'une journée entière. Les gouvernements contractants qui envisagent d'accueillir des réunions de la Commission à l'avenir doivent savoir que le pays hôte est responsable des coûts supplémentaires au-delà de ce qui est pris en compte dans le budget de base.

L'utilisation des réserves du Fonds général pour subventionner les coûts permanents au-delà de ces besoins pourrait signaler une rupture avec l'approche convenue d'un budget équilibré et entraînerait un épuisement insoutenable des réserves de trésorerie de la Commission. En outre, le règlement financier de la Commission stipule que le Fonds général doit être maintenu à un niveau suffisant pour couvrir au

moins six mois de coûts opérationnels.

La Commission est invitée à prendre note de l'utilisation des réserves du Fonds général pour faire face à ces coûts ponctuels.

Travaux intersessions proposés entre IWC69 et IWC70

Le sous-comité budgétaire a l'intention de travailler entre les sessions pour élaborer une politique relative aux réserves du fonds de base afin de maximiser les avantages tout en garantissant le maintien de la stabilité financière de la Commission. Cela pourrait inclure l'établissement de paramètres concernant les cas où il serait approprié de puiser dans les réserves pour financer des priorités limitées dans le temps, au lieu d'augmenter les contributions financières des gouvernements contractants, comme nous l'avons proposé pour un nombre limité d'éléments en 2025/2026.

Le sous-comité budgétaire travaillera également avec les présidents du comité scientifique afin d'examiner comment la budgétisation à base zéro peut être mieux appliquée dans le cadre du Fonds de recherche du comité scientifique.

Il est également proposé que le sous-comité budgétaire travaille entre les sessions sur d'autres moyens de gérer plus équitablement les dépenses de la Commission. Par exemple, la mise en place de frais de gestion pour les projets spéciaux qui ne sont financés que par certains gouvernements contractants par le biais de contributions volontaires. Cela permettrait d'appliquer de manière plus précise et plus équitable les frais généraux des projets (par exemple, le temps de travail du personnel du Secrétariat) nécessaires à la gestion des projets spéciaux.

Le sous-comité budgétaire pourrait présenter à la CBI 70 en 2026 des propositions de mesures pour traiter ces questions.

Annexe 1 - Proposition de budget 2025/2026

Un glossaire décrivant ce qui est inclus dans chaque ligne budgétaire figure à l'annexe 6.

	2025 Budget £	2026 Budget £	2025/26 Budget £
REVENUS			
Tous les revenus			
Contributions financières	(1,808,544)	(1,900,959)	(3,709,503)
Intérêts sur les contributions financières	(27,795)	(28,351)	(56,147)
Intérêts à recevoir sur les soldes de trésorerie	(76,813)	(77,938)	(154,751)
Réserves du Fonds de réunion	0	0	0
Frais pour les observateurs et les ONG	0	(40,000)	(40,000)
Autres revenus	(70,000)	(70,000)	(140,000)
Évaluation du personnel	(195,510)	(210,702)	(406,212)
TOTAL DES REVENUS	(2,178,662)	(2,327,950)	(4,506,612)
DÉPENSES			
Coûts de rémunération du personnel	1,379,175	1,437,308	2,816,483
Frais de réunion du Bureau	5,558	5,669	11,226
Frais de voyage du secrétariat	32,715	33,369	66,084
Coûts des professionnels et des consultants	13,100	13,362	26,463
Frais de fonctionnement du secrétariat	177,529	179,266	356,795
Médias et communications	1,850	1,887	3,737
Journaux et publications	3,472	3,542	7,014
Coûts des technologies de l'information	67,888	69,246	137,133
Frais de réunion - Réunion de la Commission	92,500	141,470	233,970
Frais de réunion - Réunion du comité de surveillance	62,000	93,100	155,100
Frais de réunion - Visites de sites	2,856	2,913	5,769
Frais bancaires et frais de change	1,194	1,218	2,412
Amortissement et provision pour créances douteuses	119,293	121,679	240,972
Comité scientifique - Projets de recherche	174,032	177,512	351,544
Comité scientifique - PI	45,500	46,410	91,910
DÉPENSES TOTALES	2,178,662	2,327,950	4,506,612
TOTAL (EXCÉDENT) / DÉFICIT	0	0	0

Annexe 2 - Nouveaux postes de priorité essentielle inclus dans la proposition de budget de base

Personnel supplémentaire dans l'équipe de modélisation et de statistiques - £12k à partir de 2025 et £45k supplémentaires à partir de 2027

La charge de travail de l'équipe de modélisation et de statistique a rapidement augmenté ces dernières années. À cela s'ajoute la gestion de fonds de données dont la taille et la complexité n'ont cessé de croître. L'équipe se compose actuellement de trois personnes à temps partiel (64,5 heures par semaine au total) supervisées par un responsable à temps plein de grade 5. Elle accomplit des tâches essentielles pour la Commission, notamment la gestion des données d'entrée et du code informatique qui sous-tendent les travaux d'évaluation des stocks du comité scientifique et la procédure de gestion de la chasse à la baleine par les aborigènes.

Ces dernières années, il est apparu clairement que l'équipe ne disposait pas d'un personnel qualifié suffisant pour faire face à la charge de travail, ce qui a entraîné des heures de travail excessives et des niveaux de stress élevés. Le fait que la connaissance spécialisée des systèmes et des procédures ne soit détenue que par une seule personne constitue un risque important. Parmi les autres risques liés à la charge de travail dépassant les capacités, citons la perte de données historiques actuellement stockées sur papier, la réduction de la qualité des données lorsque les processus d'assurance qualité ne sont pas appliqués, et la diminution des réseaux existants avec d'autres organisations (y compris les institutions universitaires).

En 2025 et 2026, un budget supplémentaire de £12k est nécessaire pour augmenter un poste vacant de membre du personnel à temps partiel (22,5 heures/semaine) jusqu'à un membre du personnel à temps plein (37,5 heures/semaine) pour le recrutement. Cela permettra d'atténuer les contraintes de capacité immédiates en soutenant le chef d'équipe et en assurant la continuité et le soutien en son absence.

En 2027 et 2028, un montant supplémentaire de 45 000 livres sterling est proposé pour recruter un agent supplémentaire à temps plein au grade

4. Cela permettra non seulement au Secrétariat de mieux répondre aux demandes actuelles, mais aussi de commencer à s'attaquer à la modernisation essentielle du code et des structures de données pour faire face à certains des risques identifiés ci-dessus.

En l'absence de ces ressources supplémentaires, afin de se conformer au droit du travail en matière d'horaires de travail, il sera nécessaire de hiérarchiser les tâches de l'équipe. Le travail lié à ASW, la gestion des données sur les captures et les infractions se poursuivront, mais d'autres tâches ne seront abordées que si et quand le temps sera disponible, par exemple, les demandes de données externes et d'ateliers, les évaluations de stocks non liées à ASW et la gestion d'autres fonds de données.

Budget des bases de données et des archives électroniques - 10 000 £ à partir de 2025 et 10 000 £ supplémentaires à partir de 2027

La budgétisation des archives numériques et des bases de données scientifiques est essentielle pour préserver l'histoire de la CBI et faire progresser la recherche sur laquelle elle s'appuie pour prendre ses décisions. Les archives numériques protègent les documents précieux de la détérioration, garantissent un accès rapide aux données historiques et préservent l'héritage de la CBI. De même, les bases de données scientifiques permettent un partage et une analyse efficaces des données, favorisant ainsi la collaboration et l'innovation.

Certaines données statistiques sont actuellement stockées sur un serveur à disque dur dans la Maison Rouge et dans un espace de stockage Google, qui est récemment tombé en panne et dont les données ont été perdues. Actuellement, des coûts sont déjà encourus dans de nombreux domaines, y compris le budget informatique de base du Secrétariat et le budget des fonds de recherche du Comité scientifique.

Le Secrétariat demande un budget annuel récurrent supplémentaire de 10 000 £ en 2025 et un budget annuel récurrent supplémentaire de 10 000 £ en 2027.

L'objectif est d'assurer des fonds suffisants à l'avenir pour pérenniser les fonds numériques de la CBI, compte tenu de leur importance, comme indiqué ci-dessus. Ces deux investissements garantissent l'intégrité et la sécurité des données, ainsi que le respect des normes juridiques, tout en renforçant l'efficacité opérationnelle et la croissance de l'organisation. Dans l'ensemble, le financement de ces ressources est une mesure stratégique visant à sauvegarder la mémoire institutionnelle, à faciliter la recherche et à maintenir l'engagement de la CBI en faveur de l'excellence.

Fonds supplémentaires pour les déplacements du secrétariat - 8k £.

Le budget de voyage actuel du secrétariat est insuffisant pour participer aux principales réunions internationales. Il est nécessaire de renforcer l'engagement avec d'autres organisations pour accroître la visibilité de la Commission et identifier les possibilités de collecte de fonds et de partenariats. Il est essentiel de mettre en œuvre les résolutions de la Commission qui nécessitent une coopération avec d'autres organisations. Les dépenses estimées nécessaires pour assister aux réunions essentielles en 2024 s'élèvent à 31 000 livres sterling ; le secrétariat a donc dû établir des priorités pour les événements auxquels la CBI a participé.

Annexe 3 - Autres "besoins et éléments exceptionnels" non inclus dans la proposition de budget de base

Objet	Montant (par an)	Augmentation en % des contributions financières en 2025 si elles étaient incluses dans le budget de base budget	Commentaires
Augmentation des fonds pour les réunions de la Commission	£35,000 récurrentes	2.0%	Actuellement, les fonds sont insuffisants pour organiser les réunions de la Commission dans un lieu de référence à Londres si nécessaire. Le budget actuel empêche également les pays d'accueillir des réunions s'ils ne peuvent pas compléter le budget des réunions.
Augmentation des fonds pour les voyages du secrétariat	£8,000 récurrentes	0.5%	Le budget de voyage actuel du secrétariat est insuffisant pour participer aux principales réunions internationales. Un montant supplémentaire de 8 000 £ serait nécessaire pour maximiser l'engagement auprès d'autres organisations afin d'accroître la visibilité de la Commission et d'identifier les possibilités de financement des partenariats.

Annexe 4 - Proposition de budget prévisionnel 2027/2028

Un glossaire décrivant ce qui est inclus dans chaque ligne budgétaire figure à l'annexe 6.

	2027 Budget £	2028 Budget £	2027/28 Budget £
REVENUS			
Tous les revenus			
Contributions financières	(1,997,595)	(2,097,471)	(4,095,066)
Intérêts sur les contributions financières	(28,918)	(29,497)	(58,415)
Intérêts à recevoir sur les soldes de trésorerie	(79,097)	(80,290)	(159,387)
Réserves du Fonds de réunion	0	0	0
Frais d'observateur et d'ONG	0	(40,000)	(40,000)
Autres revenus	(70,000)	(70,000)	(140,000)
Évaluation du personnel	(228,627)	(240,235)	(468,862)
TOTAL DES REVENUS	(2,404,237)	(2,557,492)	(4,961,730)
DÉPENSES			
Coûts de rémunération du personnel	1,538,349	1,584,300	3,122,648
Frais de réunion du Bureau	5,782	5,898	11,680
Frais de voyage du secrétariat	34,036	34,717	68,753
Coûts des professionnels et des consultants	13,630	28,402	42,032
Frais de fonctionnement du secrétariat	194,642	198,535	393,176
Médias et communications	1,925	1,963	3,888
Journaux et publications	3,612	3,685	7,297
Coûts des technologies de l'information	81,034	82,655	163,690
Frais de réunion - Réunion de la Commission	100,000	157,367	257,367
Frais de réunion - Réunion du comité de surveillance	74,500	96,110	170,610
Frais de réunion - Visites de sites	2,971	3,031	6,002
Frais bancaires et frais de change	1,242	1,267	2,509
Amortissement et provision pour créances douteuses	124,112	126,595	250,707
Comité scientifique - Projets de recherche	181,062	184,683	365,746
Comité scientifique - PI	47,338	48,285	95,623
DÉPENSES TOTALES	2,404,237	2,557,492	4,961,730
TOTAL (EXCÉDENT) / DÉFICIT	0	0	0

Annexe 5 - Projets de recherche proposés par le comité scientifique pour 2025/2026

Classement	Titre du projet	Type de Projet	Sous-commission	2025 £	2026 £	TOTAL £	Cofinancement £
1	IPs	Réunion	TOUS		100,000	100,000	
2	2025 Atelier intersessionnel conjoint pour ASG, IST et IA	Réunion	ASI*, IST*, IA*, SH, NH, SM, EM, ASW, CMP	47,400		47,400	37,260
3	Sécuriser l'héritage en matière d'informatique et de modélisation	Modélisation	TOUS	8,475	10,975	19,450	
4	2026 Atelier intersession sur l'évaluation de l'environnement nord-américain	Atelier	IA*, NH, ASW		20,280	20,280	12,500
5	Baleines à bosse de l'Atlantique						
6	Soutien informatique essentiel au secrétariat de l'AI et de l'IST pour l'évaluation de plusieurs espèces	Base de données	IA*, IST, ASW	17,000	24,260	41,260	
7	2026 Pré-réunion du groupe de pilotage sur l'abondance (ASG)	Réunion	ASI*, ASW, CMP, EM, IST, IA, NH, SH, SM		12,962	12,962	
8	SOCER	Rapports	E*, ALL		4,000	4,000	
9	Initiative de communication du comité scientifique	Rapports	TOUS		7,750	7,750	
10	Réunion technique restreinte pour approfondir l'évaluation approfondie des petits rorquals du Pacifique Nord-Ouest et faire des recommandations sur les mesures à prendre.	Modélisation	IA	14,500		14,500	12,960
11	progrès dans le développement de l'évaluation et de la un logiciel de procédure de gestion à l'usage du Comité.						
12	Catalogue des baleines bleues de l'hémisphère sud 2025-2026	Base de données	SH	24,410	15,070	39,480	
13	Une réunion intersession pour la conservation						
14	Plans de gestion des espèces de cétacés présentes en Amérique latine	Atelier	CMP	32,550		32,550	15,500
15	Quatrième atelier sur le CAHWP : menaces et atténuation	Atelier	CMP	12,205		12,205	2,825
16	Mesures						
17	Ship Strikes et autres bases de données SCD - gestion, développement, progrès et promotion	Base de données	HIM	10,000	10,000	20,000	60,000
18	Atelier intersession du groupe d'experts IWCstrandings	Atelier	E	15,450		15,450	6,000
19	Des pas concrets vers une baleine à bosse de la mer d'Arabie	Atelier	CMP	7,800		7,800	8,040
20	Plan de gestion de la conservation						
21	Poursuite de l'analyse de la recapture des marques dans le sud de l'Europe.	Recherche	SH	16,500	5,500	22,000	29,600
22	Les ensembles de données photo-ID sur les baleines bleues de l'hémisphère pour estimer l'abondance régionale						
23	Développement de séries de données de captures actualisées et détaillées pour baleines franches australes	Recherche	SH	12,600		12,600	15,000
24	Évaluation de l'impact de l'échec de la reproduction sur la dispersion des baleines entre l'Argentine et le Brésil : la reproduction et l'échec de la reproduction.	Modélisation	CMP	9,720	1,080	10,800	4,420
25	l'évolution des défaillances dans le temps et leur relation avec le climat changer						
26	Modèles spatio-temporels pour les enquêtes sur les baleines avec des plans complexes	Réunion	ASI	20,000		20,000	15,000
27	Surveillance acoustique passive des baleines bleues au large de la côte de l'Océan Indien.	Recherche	SH	12,516	8,597	21,113	31,464
28	Kenya						

BSC/69/05/01
 Point 5 de l'ordre
 du jour du BSC

	Surveillance acoustique passive du Pacifique Sud-Est Baleine franche australe CMP 2025/2026	Recherche	CMP	9,990	3,000	12,990	10,500
	Évaluations des populations de baleines bleues : Antarctique, Pacifique Nord oriental, et Pacifique Nord central/occidental	Modélisation	IA	17,564	18,091	35,655	
	Bibliothèque annotée des sons de la baleine franche australe au large des côtes pour l'essai et la formation de détecteurs automatisés	Base de données	SH	20,000		20,000	
	Total général			308,680	241,565	550,245	261,060

Annexe 6 - Glossaire

LIGNE BUDGÉTAIRE	DESCRIPTION
Revenu	
Contributions financières	Le montant total que les gouvernements contractants sont tenus de payer pour équilibrer le budget
Intérêts sur les contributions financières	Si les paiements annuels d'un gouvernement contractant n'ont pas été reçus dans les 24 mois suivant la date d'échéance, des intérêts sont facturés à la date anniversaire de la date d'échéance au taux de 2 % au-dessus du taux de base de l'euro. Le taux d'intérêt de la Commission a été fixé par les banquiers de la Commission le jour même.
Intérêts à recevoir sur les soldes de trésorerie	Il s'agit des intérêts que la Commission reçoit de la banque. de l'argent détenu dans ses fonds.
Réserves du Fonds de réunion	Auparavant, le fonds de réunion disposait de réserves provenant des économies réalisées lors de la pandémie de Covid-19, qui sont désormais épuisées.
Honoraires des observateurs et des ONG	Les frais d'inscription que les observateurs sont tenus de payer pour participer à l'événement. Réunion de la Commission.
Autres revenus	Le gouvernement britannique, en tant que pays hôte, contribue au financement. pour la location des nouveaux bureaux du Secrétariat.
Évaluation du personnel	Le personnel du secrétariat paie une cotisation au lieu de l'impôt sur le revenu britannique, qui est reversé à la Commission en tant que revenu.
Dépenses	
Coûts de rémunération du personnel	Frais de personnel (y compris les salaires, les pensions, les heures supplémentaires, les congés payés) et les avantages (y compris les assurances, la formation).
Frais de réunion du Bureau	Coûts liés à la tenue des réunions du Bureau, principalement l'interprétation.
Frais de voyage du secrétariat	Frais de voyage du personnel du Secrétariat pour participer à des réunions autres que les réunions du Conseil de l'Europe. Réunions de la Commission et du comité scientifique (par exemple, réunions d'autres organisations internationales) et assurance voyage.
Coûts des professionnels et des consultants	Honoraires pour la réalisation d'audits, de consultations, de mandats juridiques et de services de conseil. les conseils en matière de ressources humaines et la détention de licences professionnelles.
Frais de fonctionnement du secrétariat	Frais de fonctionnement du bureau, y compris le loyer, les frais de service, le mobilier, la papeterie, les services publics, l'assurance du bâtiment, et l'entretien.
Médias et communications	Production littéraire professionnelle.
Journaux et publications	Frais de composition.
Coûts des technologies de l'information	Comprend le matériel informatique, les logiciels, l'infrastructure du site web et les services numériques. les communications.

Frais de réunion - Réunion de la Commission	Coûts liés à l'organisation des réunions biennales de la Commission (note : ces coûts sont répartis sur l'ensemble de l'exercice biennal afin d'équilibrer les dépenses des gouvernements contractants). les contributions financières)
Frais de réunion - Réunion du comité de surveillance	Coûts liés à l'organisation des réunions bisannuelles du comité scientifique (note : ces coûts sont répartis sur l'ensemble de l'exercice biennal afin d'équilibrer les dépenses liées aux contrats). Contributions financières des gouvernements)
Frais de réunion - Visites de sites	Coûts liés aux visites des sites accueillant les activités de la Commission et de l'Union européenne. Réunions du comité scientifique.
Frais bancaires et change Coûts	Frais bancaires et gains/pertes de change.

Amortissement et provision pour créances douteuses	Traitements comptables utilisés pour répartir le coût d'un actif physique sur sa durée de vie utile et une estimation des dettes lorsqu'elles sont douteuses. ils seront payés.
Comité scientifique - Recherche Projets	Financer les projets de recherche du comité scientifique
Comité scientifique - Invité Les participants	Financer la participation d'experts au comité scientifique biennal réunion